

Édito :

Le chômage va se développer : une certitude qui « inquiète » les dirigeants prêts à mettre des milliards pour pallier à cette catastrophe sociale.

Mais pourquoi, alors, n'y a-t'il pas de créations d'emploi dans la Santé, L'Éducation, le Rail,...les Services Publics ? Ils ont pourtant souvent été aux avant postes pendant le confinement ces salarié-e-s qui nous « coûteraient un pognon de dingue ». Ils sont nécessaires, alors mettons l'argent public dans ces professions !

Sommaire :

- **L'écho des comités : pages 2, 3 et 4**
- **Autres infos locales : page 5**
- **Dossiers :**
 - **Position de l'AMUF et du SNPHARe sur le Ségur : page 6**
 - **L'obstétrique pendant le confinement : page 6**
 - **Position de l'AMF sur le Ségur : page 6**
 - **Perte d'autonomie, une 5ème branche ? Page 7**
- **Culture et santé : Paris Combo page 7**

L'écho des comités :

MONTARGIS – 45

Une fleur le 14 juillet en hommage et soutien aux soignants en lutte pour notre santé



Alors qu'elles ont rendu hommage ce 14 juillet avec un défilé militaire et une distribution de médailles dont ils n'ont pour la plupart que faire, les autorités du pays n'ont toujours pas livré le moindre bilan des ravages du coronavirus chez les acteurs publics et privés du système de santé français. Saura-t-on jamais combien de celles et de ceux qui ont livré en « première ligne » la « guerre » à l'épidémie, selon les termes militaires qu'affectionne M. Macron, y ont laissé leur vie ? Seule certitude, les victimes de la Covid 19 se comptent par centaines, voire par milliers, dans les rangs des médecins hospitaliers, infirmières, aides-soignantes, aides à domicile, médecins de ville et de l'ensemble des autres personnels administratifs et techniques des hôpitaux, cliniques et EHPAD. Notamment parce que le gouvernement de M. Macron a été incapable de leur fournir à temps des moyens de protection en quantité et en qualité suffisantes, en raison de l'austérité qui sévit depuis des années, notamment dans l'hôpital public, avec des conséquences désastreuses tant pour les conditions de travail des personnels que pour les conditions d'accueil et de soins des patients ou futurs patients que nous sommes tous.

Oui, elles et ils méritent un chaleureux hommage ces soignants que beaucoup d'entre nous, comme partout dans le pays, ont applaudis le soir à 20 heures pendant le confinement. Mais pas un hommage au pas cadencé près des Champs Elysées. Un hommage venu du cœur, pour leurs sacrifices à l'intérêt général. Mais aussi pour leur ténacité à être descendu-es une fois de plus dans la rue en ce 14 juillet, pour défendre le service public et exiger des moyens humains, matériels et financiers conséquents afin que le système de santé public français puisse répondre aux besoins de la population, ce qui vaut aujourd'hui à certains d'entre elles et d'entre eux d'injustifiables sanctions de leurs directions. Les résultats du « Ségur de la Santé », en effet, ne sont hélas pas à la hauteur des justes exigences de reconnaissance salariale des personnels, de maintien et de développement des hôpitaux et maternités de proximité qui continuent de fermer, de réouverture de lits et de services, de formation et de modernisation d'équipements, malgré la promesse présidentielle de « jours heureux » pour les jours d'après crise.

Aussi, pour rendre à la fois hommage à l'ensemble des personnels des hôpitaux et des EHPAD et témoigner de notre soutien à leur combat pour une meilleure réponse aux besoins de santé de la population, le Collectif de soutien du CHAM a organisé le mardi 14 juillet le dépôt d'une gerbe au pied du monument aux morts, au cimetière communal de Montargis.

[L'article](#)

Alors que le retour de la pandémie s'annonce possible,
la situation sanitaire de notre secteur sous-vosgien reste très fragile, insuffisante voire dangereuse :

LES "URGENCES" DE LUXEUIL SONT TOUJOURS FERMÉES à 20H30

De nombreux patients-usagers et des élus se plaignent de ce vide luxovien et de cette fermeture le soir sur Lure. Ils nous interpellent sans cesse depuis des mois. Cette très grave limitation locale de notre service public de santé accroît les difficultés, les temps d'attente et de transferts, et donc les risques...

**CETTE POLITIQUE EST IRRESPONSABLE, PRISE NON DÉMOCRATIQUEMENT
ET CONTRAIRE AUX BESOINS LÉGITIMES DES POPULATIONS CONCERNÉES.**

Après la pandémie "on" nous avait promis un système de santé renforcé, plus proche des usagers,...

C'est le contraire qui se produit à Luxeuil et à Lure !

Pire, la Covid a bon dos, car comme dans l'industrie ou ailleurs, elle permet de faire passer les restructurations-limitations-destructions avec de moindre résistance.

Leurs arguments sont irrecevables : les responsables administratifs et parfois politiques évoquent le manque de personnels. Or c'est une pénurie que leurs élus, leurs partis, leurs administrations ont sciemment créée depuis des années. **Ce n'est pas à nous de la gérer. C'est à eux de changer de politique nationale ! C'est à eux de chercher activement les personnels manquants ! C'est à eux de mieux répartir les personnels nécessaires, médecins et internes !** Et sur ces deux derniers points nous ne sommes pas sûrs que le GH70 fasse le maximum, loin de là.

CE N'EST PAS à NOUS USAGERS D'EN FAIRE LES FRAIS.

**Les sites de LURE, LUXEUIL, GRAY, VESOUL
doivent tous avoir des urgences 24h sur 24h et au moins un SMUR.**

**RAS le BOL : en Haute Saône comme ailleurs nos services publics sont réduits ou supprimés
ou déplacés,
avec de rares compensations toujours insuffisantes.**

**REFUSONS LA GESTION DE LA PÉNURIE QU'ILS ONT EUX-MÊMES PRODUITE.
RÉSISTONS, IMPOSONS des choix nationaux, régionaux et départementaux qui répondent aux
besoins des populations !**

Dans l'immédiat :

EXIGEONS LA RÉOUVERTURE DES "URGENCES" et d'un SMUR sur LUXEUIL

EXIGEONS POUR LURE LA RÉOUVERTURE DES "URGENCES" JUSQU'À MINUIT

<https://www.facebook.com/michel.antony.104>

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/bourgogne-franche-comte/haute-saone/vesoul/haute-saone-deuxieme-ligne-du-smur-vesoul-ete-suspendue-contexte-reprise-du-coronavirus-1862884.html?>

Le communiqué

FEURS - 42

Pour la rénovation de l' EHPAD public au centre de Montbrison

Lettre ouverte d'un collectif en colère

Le 27 décembre 2018, entre Noël et le jour de l'an, M. Georges ZIEGLER, Président du Conseil Départemental de la Loire, et Mr Christophe BAZILE, président du Conseil de Surveillance du Centre Hospitalier du Forez, annonçaient à la surprise générale et par conférence de presse, leur projet de délocalisation à l'extérieur de la ville - avec construction nouvelle - et de privatisation de l'EHPAD. Les travaux devaient débuter fin 2019-début 2020 pour une livraison en 2022.

Dès le 23 janvier 2019, le Conseil de Surveillance du Centre Hospitalier était réuni pour prendre connaissance du projet et voter le principe de l'abandon de l'autorisation d'exploitation des 209 lits de l'EHPAD par le Centre Hospitalier du Forez au bénéfice d'un gestionnaire privé, alors que la gestion de cet établissement ne faisait apparaître aucun déficit de gestion. Environ 300 citoyens s'étaient spontanément rassemblés dans les locaux de l'hôpital pour manifester leur désaccord avec le projet annoncé.

La lettre

Autres infos locales :

CAEN - 14

Le monde d'après: le fric, toujours le fric au CHU de Caen

A partir du lundi 3 août, le parking du centre anti-cancer François Baclesse va devenir payant. Une décision prise par le CHU de Caen pour entre autres fluidifier la rotation des véhicules, sur un site souvent saturé. Des patients montent au créneau, dénonçant une "double peine inhumaine".

[L'article](#)

SAINT-BRIEUC - 22



Ils avaient promis des lits supplémentaires (temporaires), mais c'était encore trop ! Les médecins urgentistes de St Brieuc se mettent en grève à partir du lundi 18 août pour exiger des lits d'hospitalisation.

<https://www.ouest-france.fr/bretagne/saint-brieuc-22000/saint-brieuc-les-urgentistes-de-l-hopital-yves-le-foll-se-mettent-en-greve-6935588?>

Dossiers :

Séjour et permanence des soins: la déception du SNPHAR-E et de l' AMUF

Le Séjour de la Santé s'est conclu sur un simulacre de réussite gouvernementale. Le chantier de l'attractivité hospitalière a été éludé, traité sur un aspect quasi-exclusivement financier – et encore. **L'activité d'urgence des établissements – que ce soit dans les services d'urgence, au bloc opératoire, en maternité, dans les services d'hospitalisation, en radiologie, dans les laboratoires... - souffre d'un manque cruel de reconnaissance :**

- Absence de reconnaissance du temps travaillé

- Nos interlocuteurs, jusqu'au ministre, ont bien conscience que le décompte du travail de nuit sur place pose un problème : la non-reconnaissance de ce travail équivaut à ce qu'une « garde » sur trois ne soit pas décomptée dans le temps travaillé... soit 500 000 euros d'économie CHAQUE JOUR pour l'Etat, sur le dos des praticiens.
- L'activité d'astreinte, temps pourtant mis à disposition de l'employeur, n'est pas reconnu comme du travail effectif : seul les temps de déplacements sont reconnus comme du temps de travail.

- Insuffisance et inéquité de reconnaissance financière du travail

- Le travail de nuit sur place est soumis à une indemnité dont le montant varie du simple au double selon le statut hospitalier ou hospitalo-universitaire des praticiens, pour un travail identique.
- Le travail de nuit en astreinte – qui est de plus en plus une garde « déguisée » - connaît des variations de rémunérations en totale inadéquation avec le travail réellement réalisé.

- **Absence de reconnaissance de la pénibilité de ce travail** ; le travail de nuit a pourtant des effets secondaires bien connus sur la santé des praticiens – des troubles du sommeil à la réduction de l'espérance de vie par maladies cardio-vasculaires et cancers plus fréquents – et sur l'équilibre vie professionnelle – vie privée.

Pourtant, le travail de nuit, dimanches et jours fériés n'est pas – n'est plus, depuis très longtemps – une permanence « au cas où ». Il s'agit d'une activité clinique importante en temps et majeure en investissement, puisqu'il s'agit de prendre en charge, dans des contraintes d'effectifs réduits et de fatigue, les patients qui ont les pathologies les plus graves, ne pouvant attendre un traitement à heures ouvrables. **Il s'agit d'un travail dont la pénibilité est majeure, très mal reconnue, facteur profond de démotivation et d'épuisement des praticiens, poussant de nombreux praticiens à abandonner une carrière hospitalière.**

[Le communiqué](#)

Des violences obstétricales pendant le Séjour ?

[https://blogs.mediapart.fr/marie-helene-lahaye/blog/030820/conjoint-interdit-masque-declenchement-lexplosion-des-violences-obstetricales?utm_source=20200803&utm_medium=email&utm_campaign=QUOTIDIENNE&utm_content=&utm_term=&xtor=EREC-83-\[QUOTIDIENNE\]-20200803&M_BT=8631337866](https://blogs.mediapart.fr/marie-helene-lahaye/blog/030820/conjoint-interdit-masque-declenchement-lexplosion-des-violences-obstetricales?utm_source=20200803&utm_medium=email&utm_campaign=QUOTIDIENNE&utm_content=&utm_term=&xtor=EREC-83-[QUOTIDIENNE]-20200803&M_BT=8631337866)

Position de l'Association des Maires de France sur le Séjour

[La contribution](#)

Perte d'autonomie : un recul pour la Sécurité Sociale

[Perte d'autonomie contribution intersyndicale HCFEA 08 2020](#)

[Perte d'autonomie contribution CGT 07 2020](#)

[20 08 01 Budget de la Sécurité sociale un effort pourrait être demandé aux retraités](#)

Culture et santé :

Paris Combo : un hommage

<https://www.youtube.com/watch?v=8L9WHDd7H0o>

« Toutes les infos sur le site de la Coordination Nationale »

<http://coordination-defense-sante.org/>



COORDINATION NATIONALE

des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité

(Fondée à Saint Affrique en avril 2004)

Siège social : 1 rue Jean Moulin 70200 LURE

Secrétariat : Lundi : 8h45-11h15 et 13h40-17h30 / Mardi : 8h45-14h45 / Jeudi : 8h45-11h15 / Vendredi : 13h40-16h15

Tél : 09 67 04 55 15

SIREN : 503 711 988 - SIRET : 503 711 988 00025

Association agréée - Arrêté du 06/06/2018 - N2017RN0146

Site : <http://coordination-defense-sante.org/>

Contact : cda12550@coordination-defense-sante.org

Présidente : Michèle LEFLON michele.leflon@orange.fr

Adresse : 34 Rue de la Porte de Bourgogne – 08000 Charleville-Mézières - Tél 06 08 93 84 93

Vice-Présidente : Rosine LEVERRIER boudchoum@wanadoo.fr

Adresse : 5 Rue Barbey d'Aurévilly – 14500 VIRE - Tél 02 31 67 07 54 - 06 41 29 08 02